

EN ATTENDANT MARINE LE PEN

Brève réflexion sur la situation politique des Juifs de France en 2014

Philippe VELLILA

L'ascension de Marine Le Pen est la version française de la montée du populisme dans toute l'Europe. Devenu parti attrape-tout à partir d'un discours anti-islam, le FN a désormais de quoi plaire aux Juifs de France. Plus largement, le Front national ayant réussi son opération de « dédiabolisation », rien ne s'oppose à sa progression.

*

Le virage à droite des Juifs de France n'a pas seulement profité à Nicolas Sarkozy. En recueillant un pourcentage significatif des voix juives en 2012, Marine Le Pen a fait bien mieux que gagner des dizaines de milliers de suffrages : elle a dédouané l'extrême droite de son passé, lui ouvrant la voie à de nouveaux succès.

L'Internationale populiste

Le Front national n'est pas seul au Monde. Son ascension participe de celle que l'on peut observer pour les partis populistes dans tout l'Occident. Aux États-Unis, la situation est un peu particulière, car c'est au sein du Parti républicain que le populisme s'exprime. Cela a toujours été le cas : dans un système bipartisan, on trouve au sein de chacune des grandes formations une aile progressiste et une aile conservatrice. Le Parti républicain abrite en son sein une droite extrême faisant du communisme hier (avec le maccarthysme), de la liberté des mœurs aujourd'hui (avec les églises évangélistes), une obsession. Le mouvement du *Tea Party*, désignant l'État et la fiscalité comme l'ennemi principal, complète le dispositif popu-

liste au sein du parti républicain. Notons que les églises évangélistes, pro-israéliennes, et les néo-conservateurs, où les Juifs sont nombreux, n'ont pas réussi à faire basculer dans le camp républicain une communauté juive qui, après avoir accordé 78 % de ses voix à Barack Obama en 2008 ¹, lui a renouvelé sa confiance avec 70 % de ses suffrages en 2012.

Mais la folie populiste est d'abord une folie européenne, qui s'exprime de façon très différente à l'est et à l'ouest du continent. Dans les anciens pays communistes, il s'agit d'une extrême droite traditionnelle, faisant de l'hostilité aux Roms et aux Juifs un thème majeur de son discours. Des partis comme Romania Mare en Roumanie, et le Jobbik en Hongrie, sont très représentatifs de cette tendance. De façon moins nette, le FPÖ autrichien, avant ses divisions, se situait dans l'extrême droite classique. En Europe de l'Ouest, l'extrême droite a muté. Elle a abandonné – du moins officiellement – le thème de l'antisémitisme au profit, si l'on ose dire, d'un discours anti-islam. Ce changement présente plusieurs avantages. D'une part, il participe de la stratégie de « dédiabolisation » de l'extrême droite, donnant au populisme l'attrait d'un discours nouveau. En rejetant l'antisémitisme, les partis populistes en Europe se dédouanent de leur passé. D'autre part, le discours anti-islam permet d'élargir l'audience, au-delà des classes populaires effrayées par l'immigration, aux classes moyennes inquiètes des menaces pesant sur l'identité nationale. Enfin,

1. Voir notre article dans le numéro 13 (2009) de cette même revue, *Barack Obama, Israël et les Juifs*.

cette mutation du discours permet des rapprochements avec la droite classique. Au total, les partis populistes déclarent leur projet compatible avec les valeurs des sociétés libérales, comme l'égalité homme-femme. Cet aggiornamento a payé. En Europe du Nord, les pays d'immigration ancienne, après avoir proclamé leur volonté d'intégration et organisé la diversité, cèdent de plus en plus aux sirènes de la folie populiste. En Europe du Sud, dans des pays où l'immigration est un phénomène plus récent, le racisme progresse rapidement, faisant le lit de formations d'extrême droite. En tout état de cause, le populisme est devenu une donnée incontournable de la vie d'États démocratiques qui risquent de l'être de moins en moins. Le Parti populaire danois obtint plus de 12 % aux élections législatives de 2011. Lors des élections du 9 juin 2010, le Parti pour la liberté de Geert Wilders était devenu le troisième parti des Pays-Bas avec 15,4 % des voix. Fort de ses 24 sièges (sur 150) à la deuxième chambre, il permit la constitution d'un gouvernement minoritaire, mais en provoquant sa chute en 2012, il recula de 5 points aux élections législatives anticipées. Ses succès ont été depuis dépassés par le parti des Vrais Finlandais qui, en 2011, obtint 19 % des voix. Même la très prospère Norvège accorda près de 23 % de voix au Parti progressiste norvégien en 2009. D'autres partis populistes obtiennent en Europe des scores spectaculaires. L'UDC suisse est devenue le premier parti aux élections fédérales de 2011 avec plus de 26 % des voix. Les partis irrédentistes sont souvent en tête dans les villes et les régions qu'ils convoient, comme la Ligue du Nord en Italie et le Vlams Belang en Flandre. Avec un Front national atteignant près de 18 % aux élections présidentielles en France en 2012, on ne peut plus en douter : le populisme est le phénomène politique le plus important de ce début du XXI^e siècle en

Europe. Notons avec intérêt que dans nombre de partis populistes européens, les dirigeants s'affichent pro-israéliens, comme Geert Wilders, qui travailla dans un mochav pendant sa jeunesse, ou Oscar Freysinger, leader de l'extrême droite suisse qui déclarait en 2009 : « *Notre parti a toujours défendu Israël parce que nous sommes bien conscients que, si Israël disparaissait, nous perdriions notre avant-garde...* ». Ce positionnement en faveur d'Israël est d'abord un positionnement contre : contre le monde arabe, contre l'islam. C'est précisément sur ce terrain que les connexions avec les communautés juives vont s'établir.

L'islam, voilà l'ennemi !

L'islamophobie a été théorisée par une historienne – juive, soulignons-le – Bat Yeor, qui a inventé le concept d'Eurabia : l'Europe courrait un danger mortel en laissant l'islam s'implanter, transformant le Vieux Continent en terre de mission pour le djihad et la charia. En Europe du Nord, ce discours a été relayé par les responsables des partis populistes. Après Pim Fortuyn, assassiné en 2002, Geert Wilders combat le *nazisla-misme* et veut interdire le Coran qu'il compare à *Mein Kampf*. En Scandinavie, l'hostilité aux Musulmans est renforcée par la peur face aux comportements déviants et aux émeutes urbaines comme dans les banlieues suédoises en mai 2013. Notons que ce climat est ressenti douloureusement par les Juifs, ultra minoritaires dans ces pays, où ils ont dû fuir certaines villes, comme Malmö. En Suisse, c'est bien l'hostilité à l'islam qui a fait le succès d'Oscar Freysinger. À l'origine de la votation de 2009 contre les minarets, il emporta un grand succès avec 57,5 % des voix. Gageons qu'en Europe du sud, après la Ligue du Nord en Italie, des partis populistes en Espagne et au Portugal sauront jouer sur l'affaiblissement

des partis de gouvernement incapables de faire sortir leurs pays de la crise, en exploitant *l'inquiétante étrangeté* d'un islam venu du Maroc voisin dans ces pays jusqu'alors monocolores : blancs et catholiques.

En France, le Front national prospère aussi en développant des thèmes islamophobes, mais pas seulement : un discours anti-européen contribue puissamment au succès du FN. Mais l'hostilité à l'islam n'est jamais absente : l'Europe est accusée d'être une passoire pour une immigration sauvage qui profite d'abord aux ressortissants des pays musulmans. Ce discours est bien accueilli dans la communauté juive qui depuis 2000 a une vision de l'islam de plus en plus négative. Il y a plusieurs raisons à cela. On évoquera bien sûr le traumatisme de l'expulsion des pays du Maghreb dans les familles séfarades. Mais l'explication est un peu courte, et n'explique pas la résurgence de ce sentiment plusieurs décennies après les événements qui accompagnèrent l'indépendance des pays d'Afrique du Nord. En fait, l'hostilité à l'égard de l'islam a été considérablement renforcée par le déclenchement de la deuxième Intifada et la naissance d'un nouvel antisémitisme étroitement corrélé aux événements du Proche Orient : des actes violents qui sont le fait de jeunes issus de l'immigration, maghrébine principalement. Bien évidemment, l'assassinat d'Ilan Halimi par un *gang des barbares* dirigé par un Musulman originaire du Sénégal en 2006, et la tuerie de Toulouse perpétrée contre quatre Juifs, dont trois enfants, par Mohamed Merah en 2012, ont considérablement renforcé le sentiment d'insécurité vécu par les Juifs de France. Ce sentiment d'appartenir à une minorité agressée est d'autant plus vif que la communauté juive est désormais affaiblie.

Communauté en déclin

La régression est d'abord démographique : après avoir culminé à 600 000 personnes pendant les années soixante-dix, la communauté juive est en déclin démographique. Le chiffre de 500 000 était couramment admis au début des années 2000. Il serait désormais plus proche de 450 000. Un moindre taux de nuptialité, un taux de mariage mixte proche de 50 % et une *alya* qui a tendance à croître, contribuent à la diminution du nombre de Juifs en France. La décroissance est aussi relative : après avoir dépassé 1 % de la population française, la communauté juive n'en représente plus que 0,6 %. Notons également un fait important pour le sujet qui nous occupe : les Juifs sont désormais dix fois moins nombreux que les Musulmans, dont le nombre serait de l'ordre de 5 millions. La régression est aussi d'ordre intellectuel. Il paraît loin le temps où des Juifs dominaient l'agenda culturel avec des penseurs comme Emmanuel Levinas, et plus tard la vague des nouveaux philosophes, où les écrivains à succès s'appelaient Albert Cohen et Isaac Bashevis Singer, où le cinéma faisait la part belle aux films de Claude Berri ou Claude Lelouch. Signe des temps, c'est désormais le cinéma israélien qui intéresse un public cultivé, les succès populaires étant réservés à des films comme *La Vérité si Je Mens*. Sur le plan de la bataille des idées, des intellectuels et journalistes juifs (Alain Finkielkraut, Elisabeth Lévy, Eric Zemmour ...) ont tendance à se focaliser sur des polémiques qui leur attirent l'hostilité de beaucoup de Français, à gauche surtout. Sur le plan politique, la présence de Juifs est de plus en plus rare, et dans la jeune génération, seul Jérôme Guedj semble se faire un nom. Deux événements importants sont venus confirmer le déclin intellectuel des Juifs de France. Le premier est la démission forcée du Grand rabbin de France, Gilles Bernheim. Ce dernier, qui passait pour une

autorité morale et intellectuelle, pratiquait le plagiat et l'usurpation du titre d'agrégé de philosophie. Au CRIF, le nouveau président est un ancien, Roger Cukierman, qui s'est fait réélire à l'âge de 77 ans, et devrait terminer son mandat pour son 80^e anniversaire. À cette régression intellectuelle, on doit opposer la montée en puissance d'artistes ou d'écrivains venus du monde arabe (Tahar Ben Jelloun, Yasmina Khadra, Rachid Bouchareb, Abdellatif Kechiche) ou de l'immigration (Azouz Begag, Nina Bouraoui, Faïza Guène ...) dans la littérature ou le cinéma. Dans le débat d'idées, des intellectuels arabes – Malek Chebel, Soheib Bencheikh — sont en train de s'imposer en développant une vision universaliste qui leur vaut respect et considération dans le grand public. Sur le plan politique, des personnalités comme Rachida Dati, Najat Vallaud-Belkacem ou Razzi Hammadi sont désormais incontournables. En somme, le talent a changé de camp.

Dans le même sens, on ajoutera que le rapport des Juifs à la société française s'est dégradé. Le développement de l'école juive qui scolarise un tiers des enfants, alors qu'un autre tiers fréquente aussi des écoles privées, contribue à un enfermement de la communauté. La déferlante antisémite des années 2000 a aussi chassé les Juifs de certains quartiers. Des villes de Seine-Saint-Denis auraient perdu 80 % de leurs Juifs, et de nouveaux ghettos – après Sarcelles et Créteil, les XVII^e et le XIX^e arrondissement de Paris, Saint-Mandé et Levallois – se sont développés. Tous ces phénomènes ruinent l'image d'une communauté bien intégrée. On ne soulignera jamais assez que ces évolutions, qui, en moins d'une génération ont bouleversé la physionomie de la communauté et sa perception à l'extérieur, sont d'abord motivées par la peur : peur du débat, peur des agressions, mais aussi peur de l'assimilation. Et la peur n'est jamais bonne conseillère.

Juifs lepénistes

La montée en puissance du populisme chez les Juifs se nourrit bien évidemment de ces peurs, mais pas seulement. Le populisme est favorisé par l'ostracisme à l'égard d'une gauche que la majorité des Juifs ont abandonnée depuis plus de 10 ans : en sus d'une hostilité à Israël qui lui est souvent reprochée, une moindre vigilance à l'égard de l'antisémitisme lui est imputée. Notons que sur ces deux questions, le pouvoir socialiste issu des élections de 2012 a nettement corrigé la trajectoire antérieure : entre son discours au Vel d'Hiv, son hommage aux victimes de Toulouse en compagnie de Benyamin Netanyahu, sa présence au dîner du CRIF et au congrès des communautés juives en juin 2013, François Hollande est un président très attentionné. À l'égard d'Israël, il fait même preuve d'une compréhension parfois surprenante. Quant à la lutte contre l'antisémitisme, avec Manuel Valls au ministère de l'Intérieur, les agresseurs ne peuvent compter sur aucun laxisme. Il n'empêche que la gauche continue de susciter de la méfiance chez la majorité des Juifs. Nul doute que le climat général, avec la persistance d'un chômage important, et une rigueur budgétaire qui ne dit pas son nom, participe aussi de cette désaffection. Mais ce n'est pas l'UMP qui en profite. On observera à cet égard qu'à l'occasion d'élections législatives partielles, ce ne sont pas les candidats officiels de l'UMP qui ont emporté les batailles électorales dans les circonscriptions où les Juifs sont nombreux : dans la 8^e circonscription des Français de l'étranger qui comprend Israël, Meyer Habib, UDI, a été élu contre la candidate de l'UMP, Valérie Hoffenberg, le PS ayant été éliminé dès le 1^{er} tour. Dans la 1^{re} circonscription du Val-de-Marne, Sylvain Berrios, candidat dissident de l'UMP a battu Henri Plagnol, maire de Saint-Maur, UDI soutenu par l'UMP, le PS, là aussi, n'ayant pu se maintenir au second tour.

Logiquement, le Front National devrait bénéficier de ce recul du PS et de l'UMP. Chez les Juifs aussi, ce qui est nouveau. Déjà, en 2012, on l'a souligné dans ces colonnes², les Juifs auraient choisi Marine Le Pen dans une proportion (14 %) proche de la moyenne nationale (18 %), et dans deux bureaux de vote en Israël, la candidate du FN était arrivée en seconde position devant François Hollande. Au sein du Front National, des Juifs se sont constitués en une Union des Français Juifs, et ont obtenu l'investiture de leur parti dans des circonscriptions très typées comme Sarcelles ou le XIX^e arrondissement de Paris. De toute façon, la peur favorise les extrêmes, et nul doute qu'après l'affaire Merah, des incidents comme ceux qui se sont produits à Argenteuil, à Marseille, ou à Trappes, où des contrôles de femmes portant le voile intégral ont dégénéré, exacerbent chez les Juifs de France le sentiment que l'on ne peut plus distinguer l'islam de l'islamisme. Ajoutons que dans les catégories populaires, où contrairement à la légende il y a encore beaucoup de Juifs, notamment chez les employés, l'hostilité à l'égard de l'Europe et le sentiment d'avoir été floués avec l'euro, prédisposent à une bonne réception du discours du Front National. D'autant qu'avec les Juifs, Marine Le Pen sait s'y prendre.

Dédiabolisation réussie

À contre-courant de toute l'histoire de l'extrême droite, dans le cadre de son entreprise de « dédiabolisation », Marine Le Pen ne ménage pas ses efforts pour séduire l'électorat juif, n'hésitant pas à déclarer : « *Dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni Juif, ni même Français ou blanc* » (discours de Lyon, 10 décembre 2011). Elle prendra soin de préciser, après son offensive contre l'abattage rituel, et sa

critique du port du voile et de la kippa dans la rue, que sa rhétorique est une figure imposée : « *Si j'avais limité ma proposition à la religion musulmane, on m'aurait brûlée en place de Grève pour islamophobie... Il est évident que la kippa ne pose pas de problème dans notre pays... Je demande à nos compatriotes juifs ce petit effort... Je suis sûre qu'une grande partie d'entre eux sont tout à fait prêts à faire ce petit sacrifice* » (discours de La Baule, 22 septembre 2012). N'ayant pas réussi à se faire inviter en Israël, elle y envoya pendant la campagne présidentielle son compagnon et numéro deux du FN, Louis Alliot, et rencontra, dans les circonstances que l'on sait, l'ambassadeur de l'État juif à l'ONU en 2011. Vis-à-vis d'Israël, elle n'a pas encore franchi le pas comme ses pairs d'autres partis populistes européens, qui, on l'a vu, sont ouvertement pro-israéliens. Une tendance au FN a en effet tendance à soutenir l'Iran et des régimes arabes autoritaires. Mais il s'agit plutôt de la vieille garde lepéniste. Les révolutions en cours dans le monde musulman aidant, cette tendance est en régression, et bientôt Marine le Pen pourra sans doute afficher un soutien à Israël de bon aloi.

Pour Marine Le Pen, son opération séduction vis-à-vis des Juifs de France dépasse largement les enjeux de la conquête d'un électorat communautaire quantitativement limité. Il s'agit, en présentant des preuves de sa « judéo-compatibilité », de montrer que le FN d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec l'extrême droite d'hier, que sa xénophobie n'est dirigée que contre les immigrés illégaux et les Musulmans. Au total, il s'agit de montrer que le FN est devenu un parti de gouvernement, qui peut passer des alliances à droite et accéder au pouvoir. Avec une telle approche, rien ne s'oppose à une nouvelle progression de Marine Le Pen chez les Juifs, comme dans l'ensemble de l'électorat. Le

2. Voir notre article dans le n° 18/2013 de Plurielles, *Les Juifs de France et l'élection présidentielle de 2012*.

FN a réussi son opération de « dédramatisation », puisque le diable est ailleurs : dans les mosquées, les banlieues... On ajoutera que les digues mises en place pour s'opposer à cette montée sont en train de s'effondrer. Le Front républicain a montré ses limites à l'occasion d'élections législatives partielles dans l'Oise et à Villeneuve-sur-Lot, où les candidats FN sont arrivés tout près de la barre des 50 %. Il faut dire que la gauche n'a pas encore révisé son argumentaire : ses rappels des méfaits du fascisme sont inaudibles auprès d'un public qui se méfie de moins en moins du FN, et considère de plus en plus qu'il s'agit d'un parti comme les autres. Les adversaires de Marine Le Pen n'ont pas encore rénové un discours qui devrait beaucoup plus dénoncer la démagogie et la dangerosité

de ses propositions économiques, de ses projets de sortie de l'euro...

*

De toute façon, dans une période où les ouvriers et les jeunes – les deux principaux viviers électoraux du FN – sont à l'abandon, et où les classes moyennes, paupérisées, sont terrorisées par leurs perspectives de déclassement, le populisme ne peut que prospérer. Marine Le Pen n'a pas de souci à se faire pour son avenir. Les Juifs de France, si.

Philippe VELILLA